

ZAMBIE



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revu de la performance nationale

COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (de 19 PD appuyant le secteur, 10 PD ont participé), les organisations de la société civile (10 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (9 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées sous 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques de CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques relatives à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand ils sont pertinents.

Voir www.internationalhealthpartnership.net/zambia pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.



DEPENSES NATIONALES DE SANTE

Dépenses totales de santé par habitant

\$85.85

Sources des dépenses nationales de santé

DOMESTIQUE
61.6%

PUBLIQUE
55.3%



38.4%
EXTÉRIEUR

44.7%
PRIVÉ

Source: OMS / Comptes Nationaux de la Santé 2014

ENGAGEMENT

DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE



LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



100% des PD participants indiquent qu'ils alignent leur appui sur la Stratégie Nationale du Secteur de la Santé (ou stratégie sous-sectorielle / sous-nationale)

Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ?

PDs **56%**

OSCs

SP

Intervenants qui ont appuyé la revue conjointe

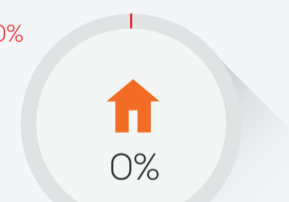
Alors que plusieurs PDs ont participé à la Revue à mi-parcours (RMP) du PSNS, seule la CHAZ a participé du côté des OSC et aucun représentant du SP n'a été impliqué. Une JANS est nécessaire.



LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

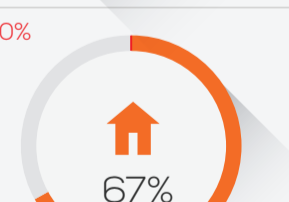
Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ?

Cible 100%



0% des PD participants utilisent uniquement les indicateurs nationaux du secteur de la santé pour faire le suivi de leur aide

Cible 100%



67% des PD participants confirment qu'ils participent dans les processus de redevabilité mutuelle

Certains PDs ont adopté le SNIS comme outil de RM. Cependant, la plupart d'entre eux se servent d'indicateurs spécifiques à des projets ou à des programmes d'agences, ces indicateurs étant considérés comme plus fiables.

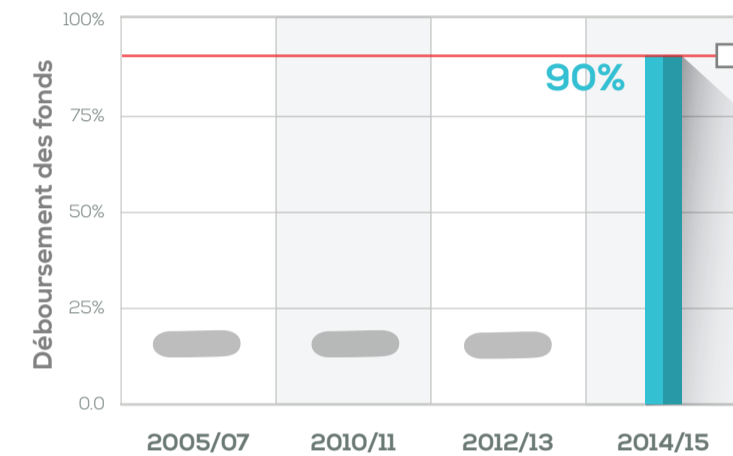
ENGAGEMENT

D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

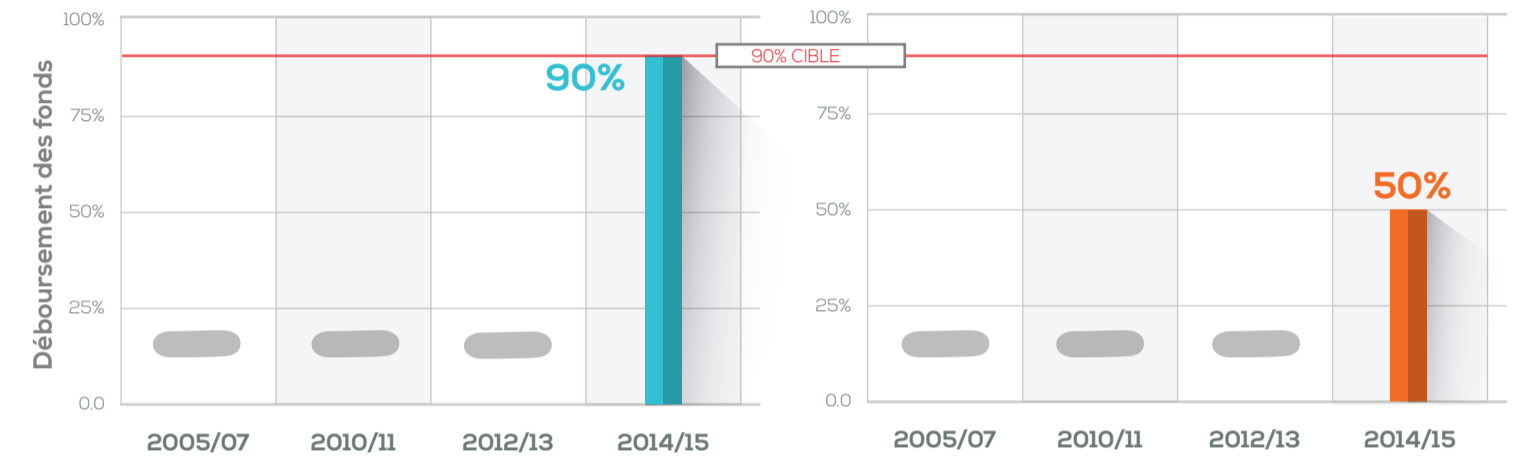


LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE

Le budget de l'Etat déboursé comme prévu

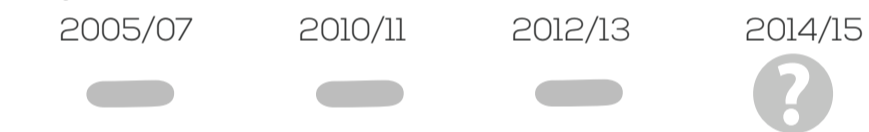


Les fonds des PD déboursés au gouvernement comme prévu



Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place:



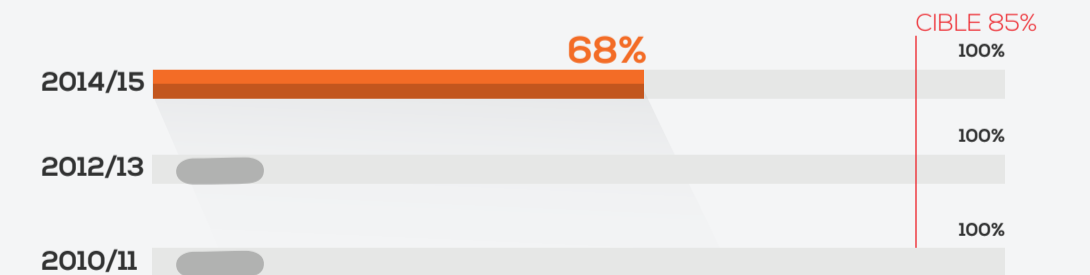
67% des PD participants ont communiqué au MS leurs fonds planifiés pour les 3 années suivantes.

Les PDs décident quel composant du PSNS apporterait un soutien, ils informent le gouvernement de leur budget et effectuent le déboursement en fonction de plusieurs modèles (projet, etc.).



L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX

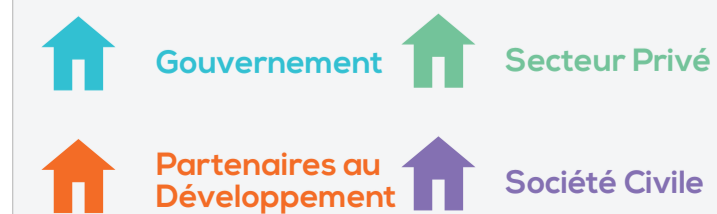
% des fonds des PD participants rapportés comme inscrits dans le budget



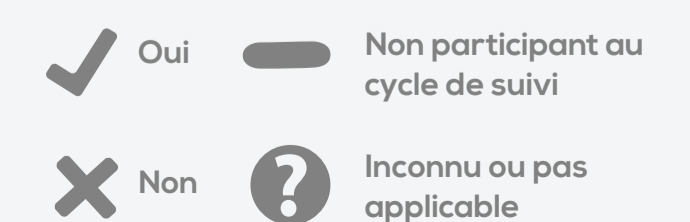
Il existe un écart par rapport aux données du gouvernement (22 %). Certains PDs déboursent directement aux partenaires chargés de la mise en œuvre : la dépense n'est donc pas reflétée dans le budget national.

LÉGENDE

Codes couleurs des données



Symbols



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp results

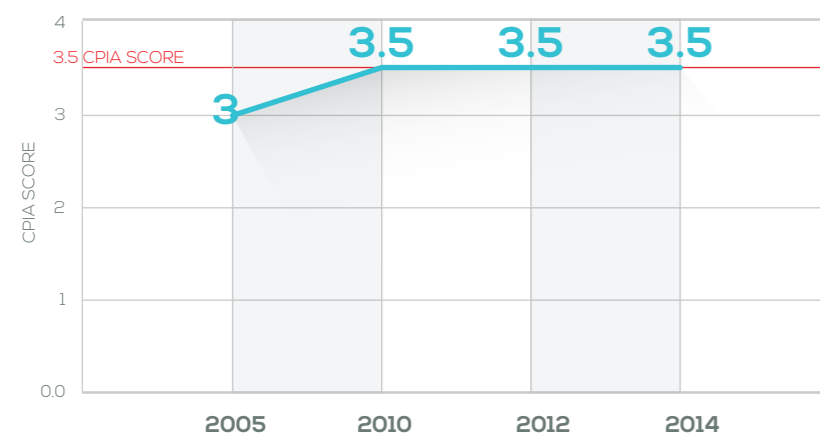
ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU PAYS



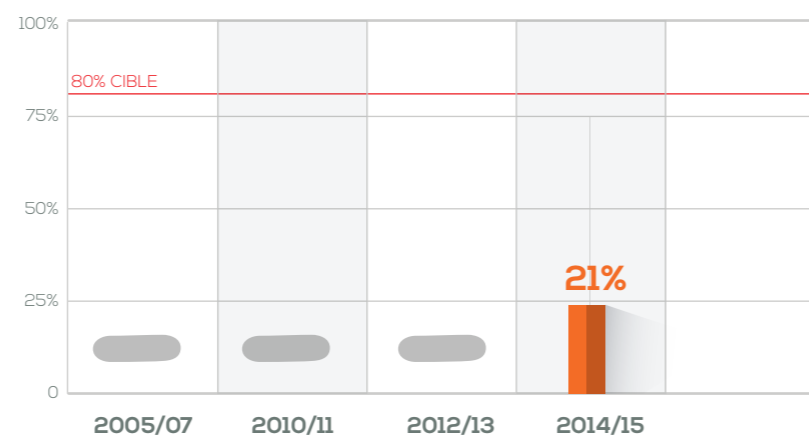
LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

Pourcentage des fonds PD utilisant les systèmes GFP



75%

75% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système de GFP et pour le renforcement des capacités

Les PDs ont très peu confiance dans le système de GFP et sont donc réticents à transmettre les fonds par cette voie.



LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



38%

38% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

75%

75% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi que pour le renforcement des capacités.

La plupart des PDs considèrent le système national de gestion des achats et des approvisionnements comme très inefficace et préfèrent donc utiliser leur propre système.



L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



22%

22% des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?

PARFOIS

63%

63% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

Bien que la plupart des PDs soient prêts à fournir de l'AT, le gouvernement n'a pas été proactif dans l'utilisation de cette assistance.

ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



ENGAGEMENT PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)



Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé

70%

70% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Le gouvernement fournit des ressources financières

25%

25% des OSC reçoivent des ressources financières



Le gouvernement fournit de la formation

11%

11% des OSC reçoivent de la formation

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)

100%

Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé

67%

67% des OSC confirment qu'elles sont consultées

67%

Les PD fournissent des ressources financières

44%

44% des OSC reçoivent des ressources financières

44%

Les PD fournissent de l'assistance technique

56%

56% des OSC reçoivent de l'assistance technique



ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVE



Le SP possède des ressources qui pourraient être utiles aux systèmes et aux processus gouvernementaux et qui vaudraient un effort de concertation et de collaboration.



Le gouvernement implique le secteur privé dans les processus d'élaboration de politiques de santé, mais il le fait d'une manière assez sélective, en fonction de l'activité, le SP n'étant pas considéré comme étant aligné sur les priorités nationales.



Il existe un besoin de mécanismes plus transparents montrant l'adoption de propositions issues du SP par le gouvernement concernant des questions importantes par le biais de retours d'information efficaces.



Certains partenaires internationaux consultent le SP à propos de la mise en œuvre de leurs programmes dans le secteur de la santé, principalement dans le cadre de consultations sur des activités proposées. Ils assurent également la participation du SP à des forums techniques.



L'environnement juridique et réglementaire est propice à l'organisation du SP et à la présentation de ses positions ; cependant, une plateforme doit être aménagée afin de permettre une meilleure communication en vue d'une contribution à l'élaboration de la politique de santé.

ihp+results

www.internationalhealthpartnership.net/zambia